



Association des Professeurs d'Histoire et de Géographie

<https://www.aphg.fr>

> La revue > N° 438 mai-juin 2017 > ÉDITORIAL : En marche vers le mieux ?



## ÉDITORIAL : En marche vers le mieux ?

Historiens & Géographes n° 438

lundi 19 juin 2017



Par Franck Collard. [1]

***Lorsque, durant la période médiévale chère à l'auteur de ces lignes, un nouveau règne s'ouvrait dans le royaume de France, il était d'usage de crier par les rues « novus rex, novum gaudium », soit « à nouveau roi, nouvelle joie ». Que nul ne voie ici la moindre allusion, qui serait autant malvenue qu'immodeste, à la succession présidentielle intervenue au sein de l'APHG depuis le dernier éditorial.***

L'équipe en place se réjouit bien sûr de servir notre association plus que centenaire et de poursuivre l'œuvre de rénovation et de redynamisation entreprise durant les précédents mandats. Elle a évidemment éprouvé une grande joie de se voir reconnaître par le ministère de l'Éducation nationale comme partenaire agréé pour la formation continue, ainsi qu'en attestent une lettre personnelle de la ministre du précédent gouvernement suivie d'une publication au BO du 4 mai dernier. [2] Mais le « nouveau règne » en question est celui du jeune président que s'est donné le pays, au terme d'une campagne électorale ayant présenté des enjeux d'une rare évidence. L'histoire y a occupé une certaine place, montrant surtout la profonde méconnaissance des candidats quant à son enseignement et leur propension à l'instrumentaliser sans vergogne, propension que n'épargne hélas pas, dans les milieux savants, ceux-là même qui la reprochent aux autres. Pas grand chose de plus durant une campagne peu tournée vers les questions d'instruction et d'éducation. Ce n'est pourtant pas faute, pour l'APHG, d'avoir sollicité ceux qui se présentaient aux suffrages des Français en leur demandant de se positionner par rapport à son *cahier d'exigences*. [3] Le faible retour qui a suivi l'envoi de ce cahier à chacun des candidats est à déplorer. Au moins l'association aura-t-elle fait ce qu'elle devait faire.

Mais ne cédon's aux « passions tristes » qu'il est prescrit de conjurer par les temps qui courent. Regardons vers l'avenir. La question est de savoir si les espoirs que soulève naturellement tout avènement, fût-il républicain, ont quelque chance d'être satisfaits par le nouveau pouvoir. En matière d'éducation comme ailleurs, il est placé devant d'immenses problèmes à résoudre, les réformes successives opérées par les gouvernements précédents n'ayant pas procuré, aux élèves comme aux enseignants, un bénéfice évident, c'est le moins que l'on puisse dire.

L'APHG n'attend pas du nouveau gouvernement une politique rétrograde inspirée de l'école des blouses grises et du tableau noir. Elle avait ses défauts et ses limites, à côté de mérites évidents. Elle ne souhaite ni l'immobilisme empêtré dans les lourdeurs de la machine, ni le statu quo pusillanime. Elle ne souhaite pas davantage la radicalité ni les oukases. Elle espère simplement mais très vivement que soient (r)établies des conditions de formation des maîtres et d'enseignement des élèves qui donnent le cœur à l'ouvrage et offre aux jeunes esprits du pays les clefs de l'émancipation par le savoir et la culture, quand menacent les obscurantismes de toute sorte.

L'aube d'une ère politique nouvelle étant traditionnellement propice à la formulation des doléances, des requêtes et des propositions, voici plus précisément les demandes que l'association entend porter auprès de l'Institution lors des rendez-vous qu'elle ne manquera pas de solliciter dans les prochaines semaines pour saisir dirigeants et décideurs des attentes du terrain sans rien sacrifier de la hauteur de vue.

La première est que ***l'autonomie*** promise aux établissements comme une sorte de mantra en vérité bien équivoque commence d'abord par celle reconnue au jugement et au bon sens des personnels enseignants, dans le respect d'une liberté pédagogique déployée évidemment en se conformant à leurs obligations de fonctionnaires. Les collègues sont las, accablés ou ulcérés des injonctions contradictoires dont ils sont bombardés, de l'accumulation de tâches inutiles,

infaillibles ou absurdes, de la caporalisation croissante par une tutelle dont on aimerait qu'elle fasse preuve, à l'égard des agents de l'Etat, de la bienveillance qui leur est réclamée à l'égard des élèves. Ils n'en peuvent plus de la dépossession de leurs prérogatives professorales en matière d'évaluation et d'orientation, du déni parfois méprisant de leur expertise et toujours insupportable de leurs difficultés. Ils demandent, et l'APHG les relaie, qu'un premier bilan soit fait des réformes entreprises ces cinq dernières années, afin de sortir des impasses où les a placés la réforme du collège, dont une future réforme du lycée serait mal inspirée de se réclamer tant celle du collège a provoqué une situation inédite de mal-être professionnel et un sentiment dévastateur de perte de sens du métier. Lorsque l'autonomie de jugement sera rendue aux acteurs de l'Ecole, alors pourront être tentées des expériences d'autonomie des établissements, moyennant la concertation permanente entre direction et enseignants. Si elle a pu être parée des atours factices de l'ouverture à la discussion qui n'a été en réalité qu'un monologue injonctif et parfois moralisateur, la verticalité brutale qui a caractérisé la politique éducative de tous les sortants, d'un bord politique et de l'autre, n'est assurément pas la bonne méthode si l'on veut associer les maîtres à l'indispensable refondation de l'Ecole.

**Espoir d'écoute**, donc, **de considération, de prise en compte** des cris d'alarme poussés légitimement depuis des années devant des programmes trop lourds pour des horaires trop réduits, des classes trop chargées pour des démarches pédagogiques novatrices, des objectifs présomptueux pour des élèves toujours plus nombreux à ne pas maîtriser, au sortir du premier degré, les savoirs de base, mais à qui on demande de « déconstruire » avant d'avoir construit, de pasticher avant de s'être imprégnés des auteurs, d'étudier les mémoires des événements sans connaître les événements eux-mêmes, bref d'habiter une maison sans fondations et bâtie en commençant par le toit. Que cesse enfin la surdité de l'institution aux constats maintes et maintes fois transmis par les représentants de l'association à ceux du ministère ! Que cesse cette manière qu'ont parfois eue ses responsables de prendre pour des jérémiades sempiternelles ou des plaintes déclinistes ce qui est simplement la réalité du terrain.

**Espoir de réalisme** aussi, **et de mesure**, dans les efforts demandés aux enseignants qui ne peuvent pas tout avec le peu mis à leur disposition. L'ambition légitime conçue pour leur action ne doit pas se transformer en gageure, génératrice de souffrance au travail, voire de désespérance. Qui ne voit les collègues les plus âgés impatients de partir en retraite pour quitter un système qu'ils ne comprennent plus ? Qui ne voit, chose bien pire, certains jeunes recrutés abandonner le métier sitôt devenus professeurs tant les conditions d'exercice de la profession, administratives, financières, morales sont devenues difficiles, à en être parfois décourageantes ?

Ces cas, certes heureusement encore rares, sont à prendre au sérieux, car ils posent la question plus générale de l'attractivité d'une profession qui a été de fait dévalorisée : un néo certifié « pèse » un peu plus d'un smic, contre deux il y a trente ans ; l'avis du professeur au conseil de classe ne pèse guère face aux desiderata des parents d'élèves, etc.

Un autre dysfonctionnement majeur est à réparer très vite, et c'est un autre espoir : celui de la **formation initiale des maîtres**. Là aussi, les enseignants sont en droit, et l'APHG se fait leur voix, de réclamer un bilan honnête et complet des réformes intervenues depuis 2012. Le nouveau format des épreuves du Capes, accusant un déséquilibre évident entre le disciplinaire et le didactique, sa dissociation (même partiellement résorbée) d'avec l'agrégation, qui a entraîné la fermeture de nombreuses préparations provinciales à ce concours de promotion sociale, le fonctionnement chaotique, pour ne pas dire catastrophique, en certains endroits, des ESPE où l'on infantilise, enrégimente et accable de tâches sans pertinence ni utilité les futurs enseignants engagés dans les masters dits « MEEF », tout cela exige une évaluation sérieuse et requiert des corrections importantes. nul ne nie à l'APHG qu'il faille une solide formation professionnelle. Mais, dans un bon dosage, elle doit s'ajouter et non se substituer à une formation disciplinaire d'autant plus cruciale que la détention d'une licence d'histoire ou de géographie ne garantit hélas pas la maîtrise des savoirs de base, conséquence des évolutions récentes des premiers cycles universitaires. **Espoir d'inflexion**, donc, d'une politique censée avoir voulu réparer les funestes décisions de la phase 2007-2012, mais qui n'a manifestement pas fait ses preuves. Connexe à ce vœu, le souhait de rendre une place à l'histoire et la géographie dans les épreuves écrites obligatoires du concours de recrutement de professeur des écoles. Le nouveau président a bien compris qu'il fallait mettre de grands moyens sur le premier degré. Cet effort de salut public ne saurait ravalier les deux disciplines formatrices à la citoyenneté au rang de matières annexes.

De même, **la réforme envisagée du baccalauréat** ne doit pas défaire ce que l'APHG a puissamment contribué à réparer, contre certains syndicats et associations de parents d'élèves : la présence de l'histoire et de la géographie aux épreuves terminales de toutes les séries du Bac. **Espoir de cohérence**, donc, avec l'ambition affichée par le nouveau pouvoir d'un accent mis sur les savoirs et la culture qui doivent primer, en toute série, sur les compétences utilitaristes. L'APHG espère vivement que la régionalisation annoncée de l'enseignement professionnel ne subordonnera pas celui-ci aux seuls besoins économiques et marchands. Là encore plus qu'ailleurs, l'histoire, la géographie et l'enseignement civique ont un rôle essentiel à jouer. Se contenter de former des producteurs et des consommateurs conformes aux canons du système économique dominant n'en fera pas des citoyens éclairés.

Emplie de ces espoirs d'amélioration au commencement de la nouvelle ère, l'association s'engagera donc dans toutes ces voies avec résolution et esprit constructif. Forte de ses milliers d'adhérents, au contact permanent du terrain, elle ira porter sans complaisance ni agressivité le ressenti du quotidien dans les sphères décisionnelles. Son poids sera d'autant plus grand que ses membres seront plus nombreux. La nouvelle équipe dirigeante compte bien accentuer les efforts de la précédente pour grossir les rangs de l'APHG en resserrant les liens avec les Régionales, en aidant celles-ci dans leurs projets grâce à l'instauration de *missi dominici*, en rationalisant sa gouvernance et en fluidifiant son fonctionnement, en privilégiant l'information en direction des jeunes collègues, au moyen, notamment, d'actions menées en début d'année scolaire. Elle compte aussi les aider par la publication, dans la revue en voie de rénovation, d'articles utiles aux débutants dans le métier.

Reconnue d'utilité publique, avec les avantages fiscaux que cela procure, l'APHG jouit d'une visibilité désormais bien assise sur le site internet au prix d'un très lourd travail. Elle bénéficie toujours de la considération et de la confiance des grands partenaires que sont les festivals de Blois et de Saint-Dié. Elle va s'associer plus étroitement aux rencontres de l'institut du monde arabe, au festival de géopolitique de Grenoble, aux journées d'histoire de l'art de Fontainebleau. Sa contribution à Euroclio en 2018 à Marseille sera massive. [4] Grâce au volontarisme et à l'énergie sans relâche des membres du bureau auprès des Régionales, elle irrigue tout le territoire national et va jouer un rôle croissant dans la formation continue dispensée dans les académies. Elle interviendra aussi auprès des rectorats, des inspections académiques, des universités, des acteurs politiques et associatifs. Les Cafés Histoire ou Géographie qu'elle organise avec succès en partenariat ou seule seront amenés à se multiplier. Les talents ne manquent pas pour inventer de nouvelles formes d'engagement. Le sens du bien commun non plus. Une nouvelle jeunesse de l'association se profile. Assurément, elle est en marche vers le mieux, sinon le meilleur. Puisse ce parcours être aussi celui de l'Ecole de la République !

**Reims, le 21 mai 2017.**

© **Franck COLLARD, Président national de l'APHG.**

© **Les services de la Rédaction d'*Historiens & Géographes* - Tous droits réservés. 19/06/2017.**

---

## Notes

[1] Président national de l'Association des Professeurs d'Histoire et de Géographie - APHG. Professeur des universités en Histoire médiévale à l'université de Paris 10-Nanterre.

[2] Voir en ligne sur le site de l'APHG [ici](#)

[3] Voir en ligne sur le site de l'APHG [ici](#)

[4] « Dialogues méditerranéens à Marseille en 2018 ! » [ici](#)